

Le gouvernement MENT !

Notre réseau de proximité est attaqué depuis des années. 700 implantations ont déjà disparu depuis 2012. Le gouvernement et la DG veulent aujourd'hui, avec la déconcentration de proximité dont les cartes ont été publiées et dans le cadre de la casse de l'ensemble de la Fonction publique, porter le coup de grâce à la DGFiP. En effet, nous pouvons évaluer les conséquences de ce plan à une suppression de plus d'un millier d'implantations (trésoreries et services fiscaux). Dans quel but ? Accélérer les suppressions massives d'emplois (120 000 fonctionnaires, dont 50 000 dans la Fonction Publique d'État, d'ici 2022, la DGFIP étant toujours considérée comme la principale contributrice) et réduire nos missions de service public.

Le gouvernement veut tromper l'opinion publique et les agents en affichant davantage de points de contacts mais en oubliant de préciser qu'il ne s'agira que de simples permanences mensuelles ou hebdomadaires : un service public « low cost » assuré par des agents qui pourront ne pas être issus de la DGFIP, voire n'être pas des fonctionnaires ! La réalité est une diminution générale des services de proximité de pleine compétence de plus de 50 % !

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

Un exemple concret ? Prenons au hasard la Haute Savoie : le nombre de sites de pleine compétence passe de 23 à 9, toutes les trésoreries ferment (hors hospitalières), le back-office des trésoreries est regroupé au sein de services de gestion comptable, un tiers des SIP disparaît et la moitié des SIE, un seul CDIF est maintenu, fermeture d'un SPF sur trois.

Tous les départements sont touchés !

Les agents n'ont pas à être les dindons de la farce !

« Il n'y aura pas de mobilité forcée » avait déclaré le ministre Gérald Darmanin, alors que les agents choisis pour intégrer les futures agences comptables au sein des collectivités territoriales et établissements publics de santé seront détachés d'office. De plus, le détachement d'office est prévu par la loi de transformation de la Fonction Publique pour tout fonctionnaire dont la mission serait transférée, même vers le privé !

Cette mobilité contrainte sera notamment permise par l'affectation au département avec la possibilité pour les directeurs de déplacer ou de bloquer les agents dans «l'intérêt du service».

La DG veut associer les agents et leurs syndicats à la destruction de la DGFIP !

La DG attend des agents et de leurs syndicats « une collaboration active pour construire ensemble le nouveau réseau de la DGFIP » (Ulysse, 6 juin 2019). Mais notre rôle n'est pas d'aider la DG et le gouvernement à liquider les droits et garanties des agents, nos missions et notre réseau. Nous avons des revendications pour améliorer notre service public, les droits et garanties des agents, à l'inverse du plan Darmanin qui veut les détruire. Alors tous et toutes ensemble, construisons le rapport de force dans l'unité d'action la plus large partout où c'est possible, pour obtenir l'abandon de ce plan mortifère et faire avancer nos revendications !

../.. suite pièce à télécharger

fichiers: Télécharger 2019_06_18_tract_greve_27_juin.pdf (964.1 Ko)
Public: Infos / actions
Nouveau Réseau de Proximité - Action Publique 2022
Luttes 2019

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *